

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 2 JUIN
AU 15 JUIN 1976

6E ANNÉE

la peste fasciste
page 5

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

n° 227 3 F

la presse étranglée ?



repères

Les problèmes de presse ont, dans ce numéro, la part du lion. Comment resterions-nous insensibles à cet asservissement de l'intelligence prévu voici soixante-dix ans par Maurras et constaté aussi bien par les journalistes (rubrique *Nation française*) que par les deux directeurs de quotidiens parisiens que nous avons interrogés (notre page centrale).

Deuxième thème fondamental de ce numéro : la diplomatie. A l'heure où la Russie et la Chine se paralysent mutuellement (article de *Youri Alexandrov*) un jeu indépendant pour la France est plus que jamais possible. Et c'est le moment que choisit Giscard pour faire allégeance de vassalité à Washington (*l'éditorial* de Bertrand Renouvin) cependant qu'il flatte le poujadisme militaire des généraux accrochés à l'O.T.A.N. et en retard d'une guerre (*la presse au crible*).

Cette quinzaine la mauvaise humeur a colonisé la rubrique *Idées*, l'ami Leclerc n'a pas digéré l'apologie de Buchenwald et de Dachau faite par un prêtre gyrovague et fascisant. Ce personnage n'a par lui-même guère d'importance mais souvenons-nous que le nihilisme de la société industrielle couve un fascisme, et que demain, un magnat d'argent, un peu plus astucieux que M. Bourguin, peut pousser à la puissance dix une opération de style « Nouvelle Ecole ».

Face à ce nihilisme la tâche la plus urgente est de retrouver le sens, la conscience de la consistance de l'être. L'équipe du Sagittaire et notamment Guégan venu et presque sorti de l'anarchisme peut y aider. C'est ce que pense *Pierre Boutang* qui analyse le dernier ouvrage (« A feu vif ») de celui qu'il considère comme le Chesterton français. Et cette recherche du sens on peut aussi la trouver chez un philosophe post-marxiste comme Desanti (rubrique *Lire*, article de J.F. Asselin).

Enfin *Philippe Vimeux* poursuivant sa suite d'articles nous montre ce que le renouveau du royalisme dans les années 1900 dut à la personne du prétendant et *Daniel Bedot* nous invite à réfléchir avec Rachline sur l'utilité d'un judaïsme français qui ruinerait aussi bien l'antisémitisme que son double inversé, le sionisme.

la presse au crible

L'allocution présidentielle sur les questions de la défense et la discussion à l'Assemblée nationale du projet sur les équipements militaires ont donné lieu, à travers la presse, à un large débat mettant aux prises ministres anciens et nouveaux, généraux et amiraux, députés et simples citoyens. Même le secrétaire d'Etat à la Défense y a participé ! Mais le vieux combattant des guerres coloniales semble avoir du mal à s'adapter à la stratégie moderne : « Depuis Hiroshima, écrit dans *LE FIGARO*, le général Bigeard, trente années de conflits pratiquement ininterrompus ont opposé, par personnes interposées, l'Est à l'Ouest, sans que retentisse une explosion nucléaire. Je ne jurerai pas que cela durera éternellement, mais je pense qu'il faut veiller à ce que notre force de dissuasion ne soit pas une nouvelle ligne Maginot, masquant un vide militaire propice à toutes les manœuvres tournautes de l'adversaire éventuel. »

la ligne maginot

Mais, répond Alexandre Sanguinetti dans *LE MONDE* : « ...l'arme nucléaire n'est pas la ligne Maginot qui accepte la bataille. Elle refuse la bataille directe parce qu'elle place l'adversaire dans une situation dont il ne connaît pas plus que nous les conséquences, celles de la riposte. »

La comparaison de Bigeard est donc ridicule, mais elle a le mérite de combler les vœux de la hiérarchie militaire qui hurle à l'assassinat dès qu'on fait mine de lui enlever un p'tit gars du contingent. Pensez donc, s'indigne en tribune libre du *MONDE* le général Vuillemet : « Un fantassin de l'avant pour mille habitants, et pour 12 kilomètres carrés de territoire, ou 100 mètres de frontière terrestre et maritime, ou 0,1 point sensible important, ou un hectare de zone d'engagement de nos forces... Voilà ce qui reste en France en 1976 des gros bataillons d'il y a soixante ans ! Voilà les chiffres. »

C'est raisonner comme si l'arme atomique n'existait pas. Car, comme le fait observer le général Gallois dans *PARIS-MATCH* : « Le nucléaire nivelle la puissance et tous les Etats sont aujourd'hui logés à la même enseigne : les quatre sous-marins atomiques britanniques servis par cent quarante membres d'équipage chacun et cinquante mille techniciens à terre

— ces quatre sous-marins qui remplacent aujourd'hui à eux seuls les 2 400 avions et le million d'hommes du Bomber Command — pourraient infliger à l'Union soviétique, un sixième des terres immergées de la planète, des dégâts tels que l'URSS serait effacée de l'Histoire du monde pour plusieurs décennies.

Le fait nucléaire rend donc la guerre atomique impossible : aucun enjeu politique ne justifie de courir le risque d'un tel désastre... »

socialisme et canonnière

L'argumentation du général Gallois est imparable. Mais la bureaucratie militaire continuera de réclamer de gros bataillons par routine et par intérêts. Et les socialistes d'en rajouter : « Vivent les chars d'assauts et les canonnières », s'écrit Gilles Martinet — en général mieux inspiré. Réclamant dans la revue *FAIRE* une « défense européenne autonome », il tire de cette utopie la nécessité d'une « force d'intervention destinée à un éventuel théâtre d'opérations méditerranéen » et vouée à « assurer la sécurité des gouvernements démocratiques » de cette zone. Selon lui : « La honte de la « non-intervention » dans la guerre d'Espagne ne doit plus se renouveler. Mais, pour qu'elle ne se renouvelle pas, encore faut-il disposer de cette capacité d'action rapide et efficace qui a manqué terriblement au gouvernement du Front populaire. Trois divisions d'assaut entraînées dans un esprit offensif et disposant d'importants moyens de transports navals et aériens devront être formés et équipés. »

Cela montre que : 1°/ Guy Mollet n'est pas mort puisque les socialistes pensent à refaire le coup de Suez ; 2°/ que le « socialisme » c'est la guerre ; 3°/ que le « socialisme » est encore sujet à des réactions idéologiques qui ont, autrefois, jeté l'Italie dans les bras d'Hitler ; 4°/ que l'intervention à l'extérieur ne pourrait être décidée par un gouvernement de la « gauche unie » où chaque partenaire a une conception différente de la démocratie.

Curieuse conjonction, étrange défense du corporatisme militaire le plus désuet, qui mobilise un ancien « centurion », les bureaucrates d'Etat-Major, le Président de la République et le principal parti d'opposition. Inquiétant ac-

cord, qui se fait sur un changement de doctrine militaire. C'est ce que souligne l'Amiral Sanguinetti dans *Le Monde* en critiquant la dernière allocution présidentielle :

« Alors que, jusqu'à ce jour, le rôle profond des forces stratégiques était de « dissuader quiconque d'attaquer le territoire d'une façon ou d'une autre », elles ne neutraliseraient plus désormais que l'agression « du même type », c'est-à-dire la moins probable, l'agression nucléaire contre notre propre territoire. Aux autres agressions, nous répondrions comme autrefois par l'acceptation de la bataille qui caractérisait les guerres européennes de la première moitié du siècle et les conflits marginaux de la deuxième moitié.

indépendance sacrifiée

Et d'ajouter :

« L'arme atomique, qui nous rendait notre indépendance, vis-à-vis des super-puissances, présentait du même coup l'avantage, dans l'incertitude où nous sommes encore du devenir politique de l'Europe, de résoudre le problème des antagonismes armés franco-allemands, en nous plaçant à un niveau de puissance militaire, donc politique, incomparable à celui de l'Allemagne — parce que d'une nature fondamentalement différente, — et durable dans la mesure où cette arme est interdite à nos voisins, réduits au rôle peu enviable de fournisseurs de gros bataillons au profit commun de leurs alliés majeurs.

Là plus que jamais, la question vient à l'esprit des raisons du retour d'un vieux complexe, compréhensible au niveau du corporatisme militaire, mais pas de la conscience responsable de la nation. L'idée de rouvrir, avec nos riches et nombreux voisins, une course aux armements classiques où notre seule chance est l'échec, ou la ruine, résulte-t-elle — ce pourrait être une justification — de la perspective déjà évoquée de mise en veilleuse inavouée de nos forces stratégiques ? Dans l'affirmative, un tel abandon volontaire de souveraineté, qui consacrerait le retour de la France dans le troupeau des nations moyennes banalisées et protégées, est-il un gage offert sur l'autel de l'Europe ?

Sacrifier la sécurité des Français à un mythe usé... Il faut s'appeler Giscard pour consentir à cette folie.

Jacques BLANGY.

libérer la presse

Laminé par la logique des concentrations capitalistes et les manipulations du gouvernement, le droit à l'information des citoyens se porte de plus en plus mal. Victimes à leur tour du libéralisme avancé de type Ponia-Hersant, les journalistes commencent à réagir.

Un journaliste chômeur sur sept; les journaux sont devenus des auxiliaires de police (on l'a vu en Corse et durant les manifestations du Midi viticole); les syndicats patronaux de presse ont rejeté une nouvelle convention collective des journalistes demandant entre autres que « le refus par un journaliste de subir une pression ou d'exprimer une opinion contraire à la vérité, à sa conviction ou à sa conscience, ne puisse en aucun cas être considéré comme une faute professionnelle ». M. Poniowski a téléphoné aux présentateurs d'Europe 1 pour exiger qu'ils modifient leurs comptes-rendus d'une manifestation: autant d'exemples illustrant la tragique situation de l'information en France.

Depuis 30 ans, cette situation n'a cessé de se dégrader. A la Libération, le général de Gaulle et de nombreux groupes issus de la Résistance s'étaient mis à réfléchir sur un projet de statut garantissant l'indépendance, la liberté et la libre expression des organes de presse. Mais les espoirs nés de la Résistance se sont vite évaporés: le statut reconnaissant à la presse son caractère d'entreprise d'intérêt public n'a jamais vu le jour, et les entreprises de presse n'ont pu échapper à la logique des lois capitalistes.

LES GRANDES MANŒUVRES

De nombreux secteurs de presse (journaux professionnels, régionaux, magazines, radios privées) sont très prospères. Mais l'information, elle, est en crise grave. Les manœuvres convergentes d'un patronat de presse de choc et d'un gouvernement résolu à contrôler totalement les mass-médias sont en train de démanteler le réseau pluraliste de l'information française. Si aucune réaction n'intervient, dans quelques années (au fait, 1984 c'est dans 8 ans) le processus sera à son terme.

Le mouvement de concentration des sociétés de presse va bon train. Et il est loin d'être terminé. Les activités et projets multiples de M. Robert Hersant en apportent la terrible preuve. Après son achat du *Figaro* (1), il est

en train de mettre sur pied l'*AGPI*, une agence d'information qui, de Paris, rédigera des pages de nouvelles générales (politiques, sociales, faits-divers, TV, magazine, sports) à l'intention de tous les quotidiens de son groupe. Ceux-ci diffuseront alors la même information pré-digérée, orientée et uniforme. Et ce n'est pas tout. Le *Figaro* sera sans doute bientôt imprimé dans huit centres régionaux, avec pour chacun, des pages régionales. Dans ce contexte, et connaissant les méthodes du sieur Hersant, de nombreux quotidiens commencent à paniquer. Personne par ailleurs ne sait l'origine des fonds dont dispose ce personnage devenu magnat de presse et qui ignore l'obligation faite aux journaux de rendre publics les noms des propriétaires des actions. Certains ont parlé d'argent américain.

Même scandaleux cynisme du côté du pouvoir. Depuis l'avènement de l'équipe Giscard-Ponia, les moyens d'information font l'objet de sollicitude aussi empressées qu'intéressées. Cela a d'abord été la réforme de l'*ex-ORTF*: tout le monde sait que le ministre de l'Intérieur a veillé à la nomination du moindre chef de service d'information. On se rappelle par ailleurs des réactions contre le « persiflage » à *Europe 1*. Enfin, l'*AFP* (Agence France Presse) vient d'être dotée d'un haut fonctionnaire zélé comme directeur général-adjoint. Issu des cabinets ministériels de la majorité.

VERS UN ANARCHO-SYNDICALISME DE PRESSE ?

Les journalistes ont beau être individualistes de caractère, de telles manœuvres d'encadrement de l'information ne peuvent que provoquer leur révolte. Il importe donc pour le gouvernement et le patronat de presse de limiter les réactions éventuelles. L'intimidation se révèle ainsi une arme redoutable. Michel Lemerle, ancien président du *SNJ* (Syndicat national des journalistes), en a dressé un éloquent tableau au dernier congrès de ce syndicat:

par l'entretien d'un important volant de chômage, par la limitation de la progression salariale, par le blocage des négociations sur la convention collective qui devrait garantir l'indépendance et la dignité du journaliste, par l'accentuation de la répression (un domaine où M. Hersant, notamment, est passé maître), les rédactions sont acculées à la peur et à la division.

Si, malgré tout, les journalistes bougent, on s'attachera à briser leurs mouvements. Ainsi, deux jours avant leur grève nationale du 21 mai, Ponia a fait investir par la police l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen, occupée depuis un an par ses ouvriers en grève. Du coup, toutes les imprimeries ont fait, comme il était prévisible, une grève de solidarité, qui a empêché les journaux de paraître la veille de la grève des journalistes. Ceux-ci, pour ne pas exaspérer les lecteurs, ont dû se résoudre pour la plupart à travailler le 21. Le sévère échec de leur action doit les amener à faire un certain nombre de réflexions.

1. Le danger d'une déviation corporatiste. Malgré des similitudes de situations (et encore!), tous les journalistes n'ont pas les mêmes problèmes. Comment, pour un journaliste honnête, se sentir solidaire des « confrères » qui, dans de trop nombreux journaux, ont par exemple contribué à l'élaboration des fables sur l'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais, valets satisfaits d'un certain pouvoir et manipulateurs conscients d'un opinion trop crédule?

2. Les risques de la cogestion.

Comment peut-on contester les effets de la logique capitaliste (concentrations, règne des publicitaires), sans en dénoncer les bases et les mécanismes? Il y a là aussi une prise de conscience à effectuer. La cogestion a ses limites; et elle permet uniquement, le plus souvent, d'endormir tout sentiment de révolte.

3. Contrôler l'information. De par leurs fonctions, les journalistes connaissent à fond les mécanismes de fonctionnement de la société libérale avancée. Par la censure, ou l'auto-censure le plus souvent, ils empêchent leurs lecteurs de les comprendre. Se limitant au futile, à l'éphémère, au spectacle, ils laissent de côté l'essentiel et participent ainsi, de plus ou moins mauvaise grâce, aux entreprises gouvernementales de conditionnement.

La liberté de l'information passe donc par le contrôle responsable des journalistes sur l'information. Travail fondamental si l'on entend libérer la société des forces de domination politique et économique qui ont fait de la manipulation de l'information leur arme privilégiée. Il pourrait y avoir là une voie anarcho-syndicaliste pour la contestation des journalistes. Ce serait la revanche de la liberté contre les appareils et les idéologies.

Antoine DELAPORTE.

(1) Lire à ce sujet l'édifiant ouvrage de Denis Perier-Daville, « Main-basse sur le *Figaro* » (Tema), autour duquel une étonnante conspiration du silence s'est faite dans la plupart des grands journaux, « *Nouvel Obs* » compris. Les mécanismes de l'argent sont partout les mêmes et il semble de mauvais goût d'en parler.

ceux qui tiennent la presse

L'Etat: il contrôle la radio et la T.V. nationales. Par l'intermédiaire de la *SOFIRAD* (99,9 % des actions): Europe 1, Radio Monte-Carlo, Sud Radio. Par l'agence Havas, il est présent à R.T.L., dans le groupe Usine-Publications (cf. plus bas). Enfin il est représenté à l'A.F.P.

Hachette (dépend de la Banque de Paris et des Pays-Bas): contrôle le tiers de l'édition des livres français, la majeure partie de la distribution de la presse, de très nombreux journaux (*France-Soir*, *France-Dimanche*, *Elle*, *Journal du Dimanche*, *Confidences*, *Mickey*, *Tintin*, *Historia*, *Miroir de l'Histoire*, *le Point*, 50 % de *Télé 7 Jours*, etc..., etc...

Prouvost: est présent à *Télé 7 Jours* et R.T.L., possède *Paris-Match*, *Marie-Claire*, *Parents*, *Cosmopolitan*. A vendu le *Figaro* à Hersant.

Amaury: a le *Parisien Libéré*, *l'Equipe*, *Points de Vue* - Images du Monde, *Marie-France*, la *France agricole*, *France-Football*, *Carrefour* et de nombreux journaux locaux.

Filipacchi: Salut les Copains, *Mlle Age Tendre*, *Lui*, *Playboy* français, *Photo*, *Pariscop*, 20 ans, etc...

Usine Publications: vient de fusionner avec la Compagnie française d'édition (*C.F.E.*). Le groupe possède une quarantaine de revues économiques ou spécialisées (*Usine nouvelle*, *Nouvel économiste*, *Moniteur des travaux publics*, *Maison française*, etc...).

Entreprise de presse n° 1, groupe provincial géant: l'agence *ALGLES*, le *Progrès* (Lyon), le *Dauphiné Libéré* (Grenoble) et de nombreux petits titres locaux lui appartiennent. A des liens avec le groupe du *Provençal* de G. Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée et patron de presse de choc.

Hersant: est propriétaire, outre le *Figaro*, de dizaines de quotidiens, hebdomadaires et périodiques régionaux et parisiens (*Paris-Normandie*, *Nord-Eclair*, *le Havre Presse*, *l'Auto-Journal*, etc...).

(Ces informations sont issues du tract distribué par l'Union nationale des syndicats de journalistes lors de la grève du 21 mai).

la grande peur des soviétiques

En cette période de triomphalisme pour la diplomatie soviétique, divers signes démontrent qu'en 1976 malgré leurs succès, les Russes aussi peuvent avoir peur : en l'occurrence, ils redoutent l'alliance de la puissance la plus peuplée du monde, la Chine et des pays les plus industrialisés et les plus riches regroupés dans ce qu'ils nomment globalement l'Occident. Alors Moscou s'inquiète. Témoins, les nombreux avertissements lancés à l'Occident dans la presse soviétique.

Le maoïsme, — soulignait récemment la Krasnaïa Zvezda (1) « s'est transformé en un facteur concernant tous les Etats indépendamment de leur régime social ». Cette dernière expression, largement reprise dans la presse de Moscou, n'est pas fortuite. Elle signifie que les Soviétiques d'ordinaire si prompts à mettre en exergue la lutte idéologique qui les oppose à l'ouest, savent à l'occasion, lorsque leur intérêt l'exige, en estomper le caractère irrémédiable pour faire au contraire ressortir une certaine identité d'intérêts sur tel problème déterminé. Cette modification traduit bien, évidemment, le fait que Moscou est alors en position de demandeur, qui veut obtenir des Occidentaux qu'ils abandonne la « diplomatie du ping-pong » inaugurée sous Nixon. Pour cela, ils tentent à la fois de persuader l'Occident qu'il n'existe pas d'alternative à la détente, mais aussi que la diplomatie chinoise « joue sans scrupules sur les contradictions séparant les deux systèmes mondiaux ». Autrement dit, l'URSS souhaite une politique de rapprochement est-ouest, procurant à l'ouest tout juste de quoi n'être pas tenté par la sirène chinoise, tout en assurant à Moscou l'essentiel des avantages résultant de la détente.

L'EPOUVANTAIL MAOISTE

Enfermés dans cette contradiction, les Soviétiques manient à la fois la carotte et le bâton, pourfendant tantôt « les cercles réactionnaires de l'Occident » (du Bavarois Strauss, au conservateur Heath en passant par le Sénateur Jackson), louant tantôt l'attitude des « personnes qui réfléchissent avec réalisme » (no muissliachtchic lioudi) au danger que représente Pékin. Les arguments développés par Moscou s'orientent

alors très logiquement dans deux sens :

— La presse soviétique met d'une part en garde ceux qui « sous-estiment le danger que représentent pour eux-mêmes les visées hégémoniques de Mao (2), beaucoup plus nuisibles pour eux que pour l'URSS qui « dispose, à la différence de beaucoup d'autres Etats, de forces et de ressources suffisantes pour défendre elle-même ses intérêts » (2). Avertissement à peine voilé au Japon dont le rapprochement avec la Chine populaire inquiète Moscou.

— Quant à ceux qui voient dans l'alliance avec Pékin un moyen de freiner l'influence soviétique, Moscou propose le fait que « les maoïstes n'ont nullement l'intention, en suivant leur ligne hégémonique, d'entrer dans une alliance de longue durée et sur un pied d'égalité avec qui que ce soit », et qu'en conséquence une telle alliance se révélerait plutôt hasardeuse pour les Occidentaux.

Aucune de ces argumentations n'est, certes, convaincante. Du moins ont-elles le mérite d'exister. A cet égard, Moscou n'a pris que très récemment conscience de l'impact sur l'Occident de la propagande antisoviétique de Pékin. Il s'agit donc pour le Kremlin de combler ce retard en se lançant, à son tour, dans une campagne antichinoise auprès des Occidentaux. Cette surenchère naissante consacrera l'Occident comme « arbitre » du conflit sino-soviétique. L'enjeu pour Moscou ou pour Pékin est d'une terrible importance : faire pencher le monde capitaliste dans son propre camp, ou à tout le moins éviter qu'il ne tombe dans le camp adverse.

DES RESULTATS INCERTAINS

Ce jeu de la diplomatie soviétique est-il efficace ? Les résultats

sont incertains.

— Au plan politique, la presse moscovite note avec dépit la formation d'une « ligue des mécontents », rapprochement Chine-Occident fondé sur la crainte ou l'hostilité envers l'URSS. La réalité est cependant plus simple. Il s'agit en fait pour les Occidentaux de rendre impossible tout retour de la Chine dans le giron de Moscou et, pour les Chinois, d'éviter que les Occidentaux ne croient trop à la détente et n'atteignent un seuil de désarmement moral et militaire tel que l'équilibre mondial, déjà fort compromis, soit irrémédiablement rompu au profit des Soviétiques. A cet égard, la méfiance exprimée vis-à-vis de la « détente » dans maints pays capitalistes, et notamment aux Etats-Unis par les candidats à l'investiture pour la Maison Blanche, constitue sans doute un premier pas vers une prise de conscience occidentale satisfaisante pour Pékin mais inquiétante pour Moscou.

Mais c'est sans doute au plan économique que le rapprochement entre la Chine et le monde capitaliste atteint les résultats les plus concrets. La structure du commerce extérieur de la Chine reflète, en effet, la réorientation imprimée par les maoïstes à la diplomatie chinoise, durant les années 60. Les chiffres fournis par les Soviétiques sont assez éloquentes. Entre 1960 et 1974, le commerce entre la Chine et l'Occident s'est vu multiplié par 7,5, alors que durant la même période le volume global des échanges avec le monde socialiste a été divisé par 1,2. En particulier, la part de l'Union soviétique dans le commerce extérieur chinois, qui était de 59 % en 1959, s'est vu ramenée à 2 % en 1974. Cette réorientation est d'autant plus grave pour les Soviétiques, qu'on ne peut pas ne pas voir qu'en s'engageant dans la voie du développement des relations commerciales avec la Chine, les cercles monopolistes de l'Ouest escomptent que cela contribuera à renforcer la direction chinoise sur des positions hostiles au socialisme mondial » (3).

L'U.R.S.S. ENNEMI N° 1
Idéologiquement enfin, la recon-

naissance entre la Chine et l'Occident revêt également une importance primordiale, marquée sur ce point par un net recul des positions de Moscou. Non seulement le monde capitaliste traitant volontiers avec Pékin reconnaît implicitement la voie chinoise vers le socialisme, le communisme à la chinoise mais, surtout, il admet jusqu'à faire siennes certaines thèses maoïstes en matière de politique internationale. Rappelons pour mémoire la thèse concernant les deux super-puissances qui aboutit à placer de facto l'impérialisme soviétique au même plan que l'impérialisme américain avant de faire apparaître l'URSS comme « l'ennemi N° 1 ». Notons de la même façon la division du monde avancée par les Chinois entre pays riches et pays pauvres qui s'oppose à l'analyse soviétique traditionnelle du partage du monde entre le camp socialiste et le camp capitaliste. Dans les deux cas, les positions de Pékin ont reçu en Occident un accueil tel qu'elles peuvent être aujourd'hui considérées comme communément admises. Dans les deux cas également, l'Union soviétique est rangée dans le camp des riches, des puissants donc des oppresseurs. Pour le Kremlin, il ne fait donc plus aucun doute que « l'anti-communisme des maoïstes est devenu aujourd'hui une plateforme réactionnaire sur laquelle on peut unir les forces les plus diverses » (4).

La perspective d'un rapprochement toujours plus étroit entre l'Ouest et la Chine constituera la préoccupation N° 1 de la diplomatie soviétique dans les prochaines années. C'est d'après ces écueils que le Kremlin devra guider son action internationale teintée de plus d'empirisme et de réalisme que de rigueur idéologique. L'avenir précisera dans quelle mesure.

Youri ALEXANDROV.

(1) Krasnaïa Zvezda (Organe Central du Ministère de la Défense) 4 mai 1976 - p.3. Le maoïsme est une menace pour tous les peuples - Y. Lougovskoi.
(2) La Vie Internationale - Février 76 - p. 69. - Les conceptions de politique extérieure du maoïsme - B. Koloskov.
(3) Problemy Dal'nievo Vostoka - Mars 75. Le commerce extérieur de la Chine - Y.M. Avssenev - p. 73.
(4) Problemy Dal'nievo Vostoka - avril 75. Sur la plateforme commune de l'anti-communisme : l'alliance des idéologies maoïste et impérialiste - p. 86.



les idées



par
gérard
leclerc

la peste fasciste

Voulant poursuivre la réflexion esquissée dans notre dernier numéro sur l'Etat, je me trouve bloqué dans mon élan, par un mouvement de colère qui finalement prend le dessus et m'oblige, sans abandonner le sujet, à suivre des chemins de traverse. La raison de cette colère ? Oh, rien de plus simple : la résurgence du côté traditionaliste de l'abjecte fascination pour le fascisme. Depuis quelques mois déjà, je souffrais d'une « mauvaise humeur » rentrée, qui aurait réglé son compte à quelques malheureux essayant de faire assumer par Soljénitsyne la justification de la collaboration avec les nazis. Quelqu'un avait écrit dans une revue, que par charité je ne nommerai pas — espérant de tout cœur que ses animateurs l'aient désavoué au fond d'eux-mêmes — ce propos épouvantable : le nazisme n'était pas le plus grand mal... Hennissent toutes les constellations, grondent nos cimetières, hurlent nos pères martyrisés ! Celui qui écrit cela est un infâme salaud. Et que dire de celui qui ose affirmer que Staline c'était cent fois pire que Hitler ?

Faut-il même répondre ? Faisons-le, sachant qu'à certains moments il ne faut pas craindre de revenir aux évidences premières. Tout d'abord, entre le stalinisme et l'hitlérisme, il n'y a pas de proportions à établir. Si le monstre géorgien a massacré plus que son homologue viennois, c'est qu'il disposait de plus de moyens et de plus de temps. Physiquement, politiquement, métaphysiquement, leurs systèmes sont des machines de mort pour les corps et pour les âmes. Qui justifie l'un, justifie l'autre.

Mais, répondra-t-on, en ce cas comment pouvez-vous justifier l'alliance avec Staline contre l'hitlérisme ? La désavouez-vous ? Je ne la désavoue pas le moins du monde, pour une raison simple et définitive ; c'étaient les nazis qui occupaient le sol de France et non les bolchéviks ! Que Roosevelt ait fait la part trop belle à l'U.R.S.S., c'est une tout autre affaire. Il y avait une priorité absolue : chasser le nazi de chez nous, au plus tôt. Pour cela, il fallait des alliés, les anglais et les américains en priorité pour des raisons de bon sens...

— La croisade des démocraties. En somme !

Bernanos a répondu là-dessus, avec assez de force pour qu'on se laisse prendre à ce piège grossier. Nous sommes d'une famille d'esprit qui n'a rien à voir avec l'idéologie libérale et les mœurs anglo-saxonnes. Nous ne crachons pas pour autant sur la liberté, qui est notre bien le plus précieux, le cadeau d'une civilisation née de la Grèce et du christianisme.

— Et Staline également, pour sauver la liberté !

Staline, hélas, pour des raisons tout à fait contingentes : parce que d'allié il était redevenu ennemi d'Hitler, et que le poids de ses armées n'était pas de trop dans la bataille.

L'IMPOSSIBLE ANTISEMITISME

Ce dialogue n'est pas imaginaire. Du moins, les objections avancées sont brandies couramment dans certains milieux. Je n'aurais même pas pensé leur faire un sort, si elle n'émanaient de gens qui prétendent nous faire la leçon, nous accusent de toutes les trahisons, s'affirment meilleurs royalistes que nous... et le Prince. Trop, c'est trop. Il y a des choses qui ne passent pas, qui ne passeront jamais. On ne nous fera pas le coup de la réhabilitation du fascisme. On ne nous fera surtout pas le coup de mettre dans le même camp notre royalisme et l'odieuse entreprise totalitaire, fille de la guerre civile et du néopaganisme qui se développa dans l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Oh, je sais, à l'avènement de Mussolini, on pouvait se poser des questions, se demander si ce militant socialiste, admirateur de Lénine, n'envisageait pas sérieusement de réaliser un ordre social qui serait en rupture avec le désordre libéral, sans tomber dans le piège du collectivisme communiste. Les jeunes gens des années trente purent s'interroger, Mounier accompagne Fabrigues à Rome pour se rendre à l'invitation du parti fasciste est étudier le corporatisme. Mais l'illusion fut brève, la statolatrie, la religion de la race et du sang vite identifiée. Pour nous, qui avons le recul de l'histoire, nulle équivoque n'est possible. Toute faiblesse face au phénomène s'appelle trahison.

On ne voit vraiment pas d'ailleurs ce qui peut séduire des traditionalistes, des chrétiens, dans ce fascisme immense et rouge. Une trouble attirance pour l'idolatrie, les liturgies de masse, le pire des romantismes, le culte de la bête immonde gorgée de sang ? L'anti-communisme ? Comme si c'était une excuse ! Comme si la folie du frère alcoolique excusait celle du frère opiomane ! Et puis précisément, si le fasciste tue du communiste, et réciproquement, c'est bien qu'il trouve en lui son double infernal ! Ils sont de la même

espèce, destinés à s'entretuer, à s'enfermer mutuellement dans les camps et puis à aller sacrifier à leurs faux dieux. Mais France et Chrétienté dans cette affaire de sombres brutes ?

Alors l'antisémitisme ? Non, surtout pas cela, et surtout pas de la part de chrétiens survivants à l'immense holocauste. Précisément, s'il y avait une raison déterminante de détester à tout jamais l'hydre nazie et fasciste et, du même coup, d'entreprendre une autocritique implacable, elle est là. L'antisémitisme est désormais impossible. Bardé des meilleures raisons, il ne pourra plus se masquer à lui-même sa face impure, sa trouble frénésie, sa haine qui soufflète la face ensanglantée.

UN FASCISME CHRETIEN ?

Il faut en venir au pire, à l'invention mirifique, ce fascisme chrétien qui représenterait la synthèse de la religion parfaite et du fin des fin en politique. Nous aurions donc une sorte de mouvement d'animation spirituelle du fascisme universel et Dostoïevski verrait confirmer ses vues sur le césaro-papisme catholique. La vision du grand inquisiteur serait enfin adéquatement accomplie. Monstrueux ! Toute l'énergie spirituelle au service d'un totalitarisme politique... L'ennemi absolu désigné en la personne du Juif, la guerre sainte pourrait être déclarée d'un bout à l'autre du monde. Qui sera dupe de cette folie ?

Sûrement pas les héritiers de la France royale, de ceux qui surent toujours raison garder. On ne voit vraiment pas ce que les fils de Saint-Louis auraient à apprendre des dictatures de l'entre-deux-guerres ! Surtout, avec la révolution culturelle qui semble s'annoncer, bouleversement de notre socle spirituel qui fait basculer les idéologies du temps où l'homme qui se fait Dieu voulut effacer Dieu qui s'est fait homme. Et une fois encore, il importe peu que ces idéologies s'opposent. Dans leur combat elles sont solidaires. Et les voilà solidement condamnées.

LA PERVERSION IMMONDE DU SACRE

Je sais bien que, par un côté, le fascisme a voulu répondre au défi des sociétés industrielles par un retour au sacré, qu'à bien des égards il est apparu à certains comme un nouvel âge héroïque où se retremperait une humanité nouvelle. C'était oublier que depuis l'avènement du christianisme, le retour au sacré du paganisme n'était plus concevable et que le seul héroïsme qui vaille était dans l'espoir d'une nouvelle chevalerie. Ce sacré et cet héroïsme étaient donc voués à l'abjection du moderne. Un Martin Heidegger s'y est laissé prendre un moment. D'autres moins grands aussi. Mais, aujourd'hui... Aujourd'hui que nous nous libérons du moderne, que les plus révolutionnaires abandonnent les idéologies d'hier, nous n'allons pas retomber dans les mêmes ornières. Ce serait vraiment trop bête. La mise à mort des idéologies ne saurait que présider au décès des totalitarismes. C'en est fini des partis uniques, des appareils, des guides suprêmes ! Si, enfin on s'avisait à ne plus répondre à nos maux par des maux analogues. Nous avons conçu l'obscur espoir que c'était possible, que ce serait possible. Mais en attendant, nous sauverons, et notre christianisme, et notre royalisme, de la saloperie fasciste.

Gérard LECLERC.

la presse, aujourd'hui...

Par un malicieux hasard, les entretiens avec Jean d'Ormesson, directeur du Figaro et avec Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris réalisés depuis un certain temps paraissent alors que la presse est agitée à nouveau par les mouvements de grève des journalistes et des ouvriers du Livre. Nos lecteurs pourront constater que le point de vue patronal pour être différent, n'en est pas moins assez sombre quant à l'avenir d'une presse menacée dans son indépendance par le conformisme idéologique de la gauche... et les pressions idéologiques de la droite au pouvoir.

jean d'ormesson :
directeur du figaro

condamnés à la qualité

N.A.F. - Quelle est la situation de la presse, compte tenu de la crise actuelle ?

Jean d'Ormesson : Distinguons la Province et Paris. Et, au sein de la presse parisienne, bien sûr, je connais mieux le Figaro. Je suis relativement optimiste pour le Figaro lui-même malgré les difficultés et les crises qu'il a traversées, mais plutôt pessimiste en ce qui concerne la presse parisienne quotidienne. Elle n'en a pas terminé avec les surprises désagréables même si elle ne connaît pas les drames de la presse américaine (A New York on est tombé en quinze ans de quarante quotidiens du matin à deux).

Est-ce dû uniquement à la télévision ? Bien sûr la presse quotidienne qui se contente de doubler la télévision est condamnée. Mais la télévision dit peu de choses (quinze minutes de télévision valent à peine une page de journal). Le quotidien reste indispensable pour apporter un certain éclairage et un commentaire. Il doit aussi reprendre l'événement, en montrer les origines, les implications, les conséquences.

N.A.F. - En somme, la presse resterait l'organe de qualité face à la télévision, organe de masse et de quantité ?

J. d'O. : La presse est condamnée à la qualité si elle ne veut pas disparaître. Elle est battue d'avance par la télévision pour les événements chauds et par la radio pour les événements chocs. Ne soyons d'ailleurs pas trop sévères pour la télévision irremplaçable en matière de faits divers, de sensationnel au sens affreux du terme : l'interview de Patrick Henry était un morceau de télévision extraordinaire. Et certains reportages de fond sont excellents.

N.A.F. - A votre avis les Français sont-ils mieux et plus informés que jadis ?

J. d'O. : La presse française est loin d'être exemplaire sur le plan numérique. Un grand journaliste japonais à qui je disais que nous tirions à 500.000 exemplaires me répondait : Ah ! Intéressant ! Nous tirons à 9.000.000. Il en va de même en Angleterre. Aux Etats-Unis la presse tire moins, parce que plus variée, mais le système de la chaîne de journaux provinciaux lui donne une puissance collective qu'elle n'a pas en France.

Les Français ne sont donc pas tellement informés. Ils abandonnent en outre — et, en un sens, je m'en réjouis — le journal pour les collections de poche. Mais il est grave de voir à quel point les journaux d'opinion — condition nécessaire du pluralisme — sont menacés.

N.A.F. - A l'avenir, le journalisme ne sera-t-il pas contraint de s'engager davantage face aux problèmes de société ?

J. d'O. : Sans doute, il faudra bien se prononcer sur le libéralisme, le socialisme, l'avortement, la peine de mort, l'éducation, la part du P.N.B. consacrée à la recherche scientifique. Tout cela suppose à la fois le commentaire, l'objectivité, mais aussi des choix qui sont dans la tradition d'un journalisme de qualité.

N.A.F. - Cela suppose donc un abandon de tout confort intellectuel, de tout conformisme en même temps qu'un refus de l'esprit partisan ?

J. d'O. : « Le Figaro » a, certes, la réputation de ne pas se « mouiller ». Des jeunes ont crié, il y a quelques années, sous ce balcon : « Figaro, mouillez-vous ». Et, il est

LE FIGARO

« SANS LA LIBERTÉ DE BLÂMER, IL N'EST PAS D'ÉLOGE FLATTEUR » BEAUMARCHAIS

bon que le journaliste ait à prendre parti. Encore faut-il éviter de tout politiser et de diviser le pays en factions. Il faut savoir garder un point de vue de spectateur honnête... ce qui sera de plus en plus difficile. La neutralité du Figaro sera de moins en moins payante. Il faudra bien aboutir à un certain engagement des journalistes.

N.A.F. - Pour le moment n'êtes-vous pas un peu prisonnier de votre clientèle ?

J. d'O. : Il y a, en effet, certaines directions où nous ne pouvons aller sans risquer d'être rappelés. Même si l'on n'est pas prisonnier de sa clientèle, on ne peut aller totalement à son rencontre. C'est une question de vie ou de mort.

N.A.F. - Comment voyez-vous pour l'avenir les rapports presse-publicité ?

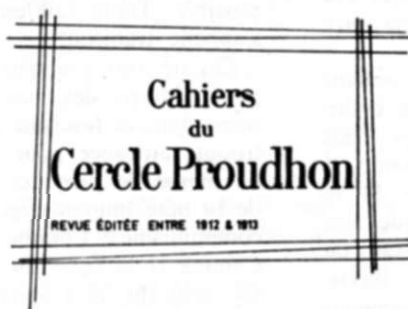
J. d'O. : Question importante pour nous ! Le Figaro dépend à près de 80 % de la publicité commerciale et des petites annonces, ce qui le rend plus vulnérable que la presse de province : une baisse de deux ou trois points serait très dangereuse pour nous. Dans les années qui viennent nous allons tenter d'infléchir cette tendance en misant un peu plus sur la diffusion, mais cette inflexion demeurera très limitée.

Propos recueillis
par P. AYMÉ-MARTIN.

une réédition attendue

« Ces Cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque » (Gérard Leclerc).

Commande au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75009 Paris. Prix 60 F (franco 65 F). Versements à l'ordre de F. Fleutot : C.C.P. Paris 22.161.92 K.



philippe tesson directeur du quotidien de paris

N.A.F. - Quels sont les problèmes auxquels se heurte l'expérience originale de presse que vous menez ?

Philippe Tesson. Mon expérience n'a rien de très original. Elle est, tout au plus, anachronique, ce qui signifie tout à la fois qu'elle s'apparente à ce qu'on faisait dans le passé en matière de journalisme, et à ce qu'on fera, j'en suis certain, dans l'avenir. C'est une expérience individualiste, l'expérience d'un individu qui a rassemblé autour de lui une équipe. En quoi cela est-il original ? Mon seul objectif est de réussir à faire durer un journal que n'épaulent aucun groupe bancaire, aucun groupe industriel, aucun groupe politique, ce qui me garantit d'être un individu libre et un journaliste indépendant, et ce qui le garantit, dans une moindre mesure, à chacun des membres de mon équipe. Je dis dans une moindre mesure parce que je suis le propriétaire de ce journal. Mais l'aliénation que cette exclusion du capital fait subir à ma rédaction est relative dans la mesure où celle-ci jouit d'une liberté d'expression beaucoup plus grande que dans l'ensemble de la presse quotidienne.

En quoi mon expérience est-elle plus originale que celle de « Libération » qui a été créée avec des capitaux réduits et qui tourne avec de faibles moyens ? Et je pourrais vous citer d'autres exemples dans la presse périodique, à commencer par vous-mêmes.

Mon expérience aurait été originale si j'avais réussi à faire un journal original. Ce n'est pas le cas. Je fais un journal quotidien qui se distingue des autres à certains égards, par sa formule, par ses choix rédactionnels, par sa liberté de ton, qui essaie de s'en distinguer au niveau du traitement de l'information, qui se singularise par son tirage, qui innove même par ses procédés de fabrication, mais qui n'est pas réellement original parce qu'il emprunte à des méthodes encore très traditionnelles, parce qu'il accorde la plus large place à l'information institutionnelle et parce qu'il ne sait pas se dégager en toutes circonstances des conformismes de pensée. J'y parviendrai peut-être. Je n'y suis pas encore parvenu.

Quant aux problèmes que vous évoquez, ils sont surtout d'ordre matériel. Là non plus, je ne suis pas original. Tous mes confrères quotidiens parisiens connaissent ces difficultés. Il est vrai que les difficultés auxquelles se heurte un

N° 602 prix : 1,20 F.

LUNDI 22 MARS 1976 - 2^e ANNÉE



DIRECTEUR : PHILIPPE TESSON

le QUOTIDIEN de paris

JOURNAL D'INFORMATIONS
POLITIQUES ET CULTURELLES

107, AVENUE PARMENTIER, 75011 PARIS - TELEPHONE : 357-70-90

artisan ou un individu ont parfois une dimension plus spectaculaire que celles auxquelles est confronté un groupe, en tout cas une dimension plus humaine.

N.A.F. - Pourquoi refusez-vous la publicité à laquelle ont recours des journaux dits engagés comme le Nouvel Observateur ?

Ph. T. - Je ne la refuse absolument pas. Elle constitue même, pour « Le Quotidien de Paris », une recette qui n'est pas négligeable.

N.A.F. - Quel est votre diagnostic général sur la presse et la crise qu'elle traverse ?

Ph. T. - La crise a des causes structurelles qui sont d'ordre technique, économique, social, etc... Ne nous étendons pas sur des réalités objectives que l'opinion connaît car on les évoque souvent depuis quelque temps. Le coût élevé de l'investissement industriel qu'exige un journal, l'augmentation du prix du papier, les aléas de la conjoncture qui pèsent sur les recettes de publicité, le coût des conditions de fabrication imposées par le Syndicat du Livre sont quelques-uns des éléments qui définissent ces réalités. Mais les structures ne sont pas seules en cause. Les attitudes de lecture se sont modifiées depuis trente ans, les modes de vie également, et la presse écrite en a souffert, de même qu'elle a souffert, on le sait, du développement de l'audiovisuel. Et puis, il ne faut pas négliger l'aspect humain des problèmes, je veux dire l'insuffisance du renouvellement de l'encadrement des rédactions et des administrations des journaux depuis l'après guerre.

Vous comprenez mieux maintenant pourquoi mon expérience n'est pas vraiment originale. Elle l'aurait été, elle le serait, si j'avais lutté et si je luttais avec plus d'obstination contre ces réalités structurelles, c'est-à-dire si, par exemple, je fabriquais mon journal sans le Syndicat du Livre, si je le distribuais au moins partiellement en dehors des normes imposées par les NMPP, si je réussissais à libérer ma rédaction des honorables préjugés, certitudes et conformismes auxquels de bonne foi elle obéit. Ceci demande beaucoup d'effort dans un pays très vieux où la puissance des forces de pesanteur est extraordinaire, où l'audace est, en général suspectée et où la liberté de jugement est souvent altérée par le sectarisme idéologique.

J'ajoute que le procès qu'on peut faire aujourd'hui aux journalistes, les lecteurs le méritent de la même façon. Le lecteur français attend de son journal quotidien qu'il le consolide dans ses convictions ou certitudes idéologiques. Comment, dans ces conditions, reprocher à un journaliste de succomber à la tentation de dire à ses lecteurs ce que ceux-ci attendent de lui ?

N.A.F. - Vous auriez donc souhaité davantage d'esprit d'équipe et une orientation politico-intellectuelle moins « progressiste » ?

Ph. T. - Il faut s'entendre sur ce que signifie l'esprit d'équipe. Si l'esprit d'équipe s'assimile à la fièvre qu'on rencontre dans les journaux militants ou partisans, alors l'esprit d'équipe ne règne pas au Quotidien de Paris, et je ne le regrette pas. Un journaliste est essentiellement un homme seul avec sa conscience. Mais si l'esprit d'équipe se réduit à une sympathie collective tout entière dirigée vers ce qu'on croit être l'intérêt du journal, alors il y a un esprit d'équipe au Quotidien de Paris, et je m'en réjouis.

Quant à l'orientation du journal, je ne souhaite pas qu'elle soit plus ou moins progressiste, et d'ailleurs que signifie « progressiste » ? Je souhaite simplement que le journal donne de plus en plus à ses lecteurs l'impression qu'il est rédigé par des hommes totalement affranchis de tout lien partisan. C'est cette ambition, qu'on peut assimiler péjorativement à la tolérance mais qui répond en moi à une exigence profonde, qui détermine toutes mes démarches professionnelles. C'est cette ambition qui m'a toujours conduit, m'abstrayant de mes convictions personnelles, à m'entourer de journalistes dont l'appartenance politique va de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Ceci est souvent mal compris, et je m'en moque. Ceci, en tout cas, n'est pas mal compris par les lecteurs qui viennent vers mes journaux, et qui, en général, composent eux aussi un paysage politique très varié puisqu'ils vont de la droite à la gauche.

Ma rédaction ne souscrit pas dans sa majorité à ma démarche. Mais je dois dire qu'elle l'accepte loyalement et qu'elle se prête au jeu. Je suis conscient que ce jeu-là conduit, au moins au niveau

du discours, à une certaine forme d'élitisme. Je préfère l'élitisme à la démagogie, et je regrette que mon soi-disant élitisme soit parfois altéré par la tentation démagogique. Si mon journal se caractérise par une dominante à gauche, ce n'est pas seulement parce que la majorité de mes rédacteurs ont une sensibilité de gauche ou parce que certains cèdent trop volontiers au conformisme de gauche, c'est parce qu'aujourd'hui, en France, toute démarche à caractère élitiste est marquée à gauche, dans la mesure où l'idéologie culturelle dominante, qu'on le veuille ou non, est à gauche.

Quoiqu'il en soit, j'aurais aimé faire du Quotidien de Paris une structure d'accueil plus solide et plus large où le débat le plus loyal aurait été engagé sur les problèmes du temps. Je le répète, cette ambition est difficile à réaliser en France. Il y faut en tout cas du temps.

N.A.F. - L'inflation actuelle d'informations entraîne-t-elle une incidence négative sur le niveau culturel général des français ?

Ph. T. - Les gens savent de plus en plus de mal.

C'est le niveau de connaissances qui s'est amélioré, ce n'est pas le niveau culturel. Mais c'est déjà quelque chose. Ce qui est le plus grave c'est que, sachant vaguement les choses mais ne les assimilant pas, les gens portent des jugements. Cette époque est un extraordinaire tribunal permanent. N'importe qui juge aujourd'hui de n'importe quoi, sans fondement. Je n'en rends pas la presse écrite responsable, car elle s'efforce, et c'est son honneur, d'expliquer et d'éclairer l'information. En revanche, la presse audiovisuelle favorise grandement cette évolution. De même les sondages qui font du public l'informateur. Il est dangereux de renverser les rôles.

N.A.F. - Quel est l'avenir du journalisme dans la société de demain, son indépendance n'est-elle pas menacée ?

Ph. T. - Le journalisme est une affaire d'individus. L'avenir du journaliste et l'avenir de son indépendance tiennent dans la résistance qu'il opposera à tout ce qui peut menacer sa qualité individuelle.

Propos recueillis
par **Pierre AYMÉ-MARTIN.**

le philosophe et les pouvoirs

Traditionnellement discret, surtout apprécié par quelques sorbonnards et normaliens, J.-T. Desanti sort peu à peu de son mutisme et son nouvel ouvrage s'inscrit dans le prolongement de la « Philosophie silencieuse » parue l'an dernier

Cet homme qui ne se reconnaît d'aucune école, qui n'accepte aucun système énoncé comme achevé poursuit donc sa remise en question de la philosophie elle-même. Ancien de la Nouvelle Critique, il quitta le Parti après Budapest pour se consacrer aux sciences.

Déjà, dans les « Idéités mathématiques », il s'efforçait de dégager l'épistémologie des carcans cartésiens et phénoménologiques et, dans la lignée de Bachelard, de creuser le tombeau de la Raison immuable et éternelle. En un temps où la spécialisation conduit le discours à l'isolement, Desanti prône une restauration de la communication du savoir et s'efforce de retrouver un langage qui ne dépossède personne. Il faut démonter le Savoir, examiner son archéologie car le « secret est une arme du pouvoir », ce pouvoir qui « a gelé vos paroles, mis vos pensées en secret et qui revient découper votre sphère de puissance ». Le philosophe doit donc refuser ce partage.

La promotion de spécialistes entraîna une déliquescence de la pensée qui perdit ainsi sa cohérence interne et sa relative unité. Ces chapelles se vidant de leur substance, tournant sur elles-mêmes, finalement endettées par rapport au discours précédent, constituèrent une nouvelle technocratie culturelle. Cet ésotérisme forcené qui provoqua un rétrécissement du champ au Logos philosophique a donc conduit directement à une impasse et le discours s'effrita, entraînant la revanche d'une néo-sophistique.

L'arbre cartésien est devenu forêt et il n'y a plus guère de voie royale ; le visage du philosophe « pèlerin qui traçait sa route vers la terre natale de l'Etre et de la Vérité » est bien mort. Or, nous constatons que plus le discours est « compact », plus il se referme sur lui-même et il demeure impossible de joindre un « Ailleurs ». Tout savoir est aujourd'hui comme une prison. On y jouit, certes, du confort mais on ne peut en

sortir. Le philosophe enfermé devient alors un « sauvage » ou un « barbare » car parlant un discours compréhensible uniquement par la tribu.

Il est confiné dans l'horrible rôle de comptable du savoir, de gardien de cimetière et de reproducteur de schémas. La dissémination du savoir nous interdit donc toute circulation sérieuse ; il nous faut revenir à un langage qui ne dépossède personne, qui brise les secrets et abat ces

J.-T. DESANTI

LE PHILOSOPHE ET LES POUVOIRS

ENTRETIENS AVEC

PASCAL LAINE

ET BLANDINE BARRET-KRIEDEL



CALMANN-LÉVY

murs que sont les systèmes de production et de reproduction, les idéologies et les institutions stratifiées. C'est donc à un Voyage intellectuel que nous convie Desanti. Voyage qui, au delà du degré zéro de la pensée, nous

amène à choisir le camp des dépossédés.

Desanti insiste sur l'ambiguïté fondamentale du structuralisme et de ses avatars, qui glissent aisément de la structure au système. Après avoir remarqué que la difficulté d'une théorie de l'histoire réside dans le fait qu'un système ne se manifeste souvent que dans la « singularité la plus aléatoire », Desanti pose le problème de la nature des rapports philosophie-pouvoir. Le marxisme, liant Théorie et Action, dépassait l'exigence éthique et le parti en tant que sujet organisateur portait le poids de la philosophie. Philosophe du Parti, on le devenait par délégation ; le philosophe substantiel, c'était le sujet collectif. Mais après les désillusions, le champ historique est libéré, le Parti devenu un corps étranger.

Ainsi le Voyage peut alors reprendre et fonder le champ et les chances d'un modernité consciente face aux illusions de la modernité. Une philosophie bien vivante se redécouvre par la rupture et ainsi se réhabilite.

Jean-François ASSELIN.

Michel Rachline : un juif libre

« Je suis un juif libre. L'Etat d'Israël ne m'inspire pas plus de passion que celui du Vietnam ou celui du Chili (...). Je regarde l'Etat d'Israël en homme libre, non pas en esclave d'une religion (...). Je suis un juif libre, de nationalité française. Même si, demain, un gouvernement s'avisait de décréter le contraire (et ce ne serait pas la première fois), je resterais français (...). J'appartiens à la France de toute mon âme, à ses routes, à ses villes, à ses paysages, à sa capitale, à sa langue. (...) Je me refuse à tirer parti du génocide commis par les nazis contre le peuple juif (...). Je sais qu'actuellement les juifs sionistes sont devenus à leur tour des persécuteurs (...). Si je subis à nouveau la persécution, et si je survais, je ne deviendrai pas persécuteur pour me venger. Je ne déciderai pas que la persécution poursuit le Juif plutôt que l'Irlandais, le Palestinien, le Chilien ou l'Indien ; je comprendrai que l'Homme persécute l'Homme ».

Cette admirable profession de foi, qui renvoie au néant toutes les élucubrations d'Edmond de Rothchild et Edouard Drumont réunis, figure en exergue de « un Juif libre », le très beau livre que Michel Rachline vient de publier chez Guy Authier.

Agnostique par conviction, catholique par habitude, je n'ai aucun

titre à disserter du judaïsme ; je m'abstiendrai donc de porter quelque jugement que ce soit sur la première partie du livre, intitulée « la synagogue de Satan », où Michel Rachline, en tant que juif, fait le procès du judaïsme traditionnel (« périmé », dit-il) pour lui opposer un judaïsme à vocation universelle, et tout compte fait assez proche du christianisme. Ceci est affaire de théologiens.

Par contre, les chapitres consacrés à la question israélo-palestinienne, et aux rapports entre la « diaspora » et l'état sioniste, sont d'un intérêt beaucoup plus général.

Michel Rachline, on l'aura deviné, refuse l'idéologie sioniste. Sans remettre en cause, à proprement parler, l'existence de l'Etat d'Israël, il lui reproche, en termes vigoureux, son racisme anti « goy » en général, et anti-arabe en particulier, ainsi que sa fâcheuse propension à se considérer comme un Etat à part, soumis aux seules lois « divines » - bref, un peuple élu.

Cette notion de « peuple élu », Michel Rachline n'hésite pas à la mettre en parallèle avec celle de « race des seigneurs », chère aux nazis et à leurs épigones. En des pages vengeresses, parfois poignantes (car en plus, il a énormément de talent, le bougre), il accuse l'Etat d'Israël de susciter, d'ali-

menter le renouveau actuel de l'antisémitisme - qu'on espérait mort en 1945 :

« Aussi longtemps que l'opinion mondiale confondra les juifs, quelle que soit leur nationalité, avec les habitants de l'Etat d'Israël, les juifs ne seront en sécurité nulle part (...) car ils seront confondus avec les habitants d'un Etat militariste, raciste, agressif... ».

Cette sévère mise en garde est à rapprocher de celle que Pierre Démeron lançait, en 1967, à certains qui volontiers brandissent l'accusation d'antisémitisme contre quiconque se permet de critiquer, si peu que ce soit, la politique d'Israël. Je cite de mémoire : « En traitant n'importe qui d'antisémite, vous finirez par vider ce mot de son contenu, et un jour, peut-être, à cause de vous, il paraîtra moins grave d'être antisémite que... pro-sioniste ».

Pour en revenir à Michel Rachline (dont je ne vous résumerai pas ici le gros bouquin ; achetez-le plutôt), on peut dire qu'il apporte, avec « Un Juif Libre », une contribution efficace, et infiniment talentueuse, au double combat (plus nécessaire que jamais) contre l'antisémitisme classique, et contre cette forme d'antisémitisme à rebours qu'est devenu le sionisme.

Daniel BEDOT.

Un nouveau royalisme

« N'être jamais partie, mais toujours juge et père commun ».
(Louis XIV, Mémoires)

L'échec durable des restaurations par la voie légale au début de la III^e République ne faisait plus du royalisme une évidence allant de soi. Un nouveau royalisme extrêmement dynamique allait naître cependant à l'horizon 1900. Grâce au sens politique du prétendant.

« La mort du comte de Paris (Philippe VII), en 1894, semble coïncider avec un affaiblissement général des forces royalistes », écrivait notre ami François Callais, dans nos colonnes (1). Mais c'était pour bien souligner le « renouveau du royalisme » avec le duc d'Orléans. Il n'est pas exact de présenter le royalisme moribond à la fin du XIX^e siècle : c'est oublier que le royalisme, en fait, prend peu à peu conscience de lui-même, de ses valeurs, de son identité et de ses forces.

L'effacement quantitatif du royalisme se rattache au passage d'un mode de royalisme à un autre, disons : d'une mentalité « restauration » à une mentalité « instauration ». D'un côté les tenants du retour des (aux) formes politiques passées ; de l'autre ceux qui pensent proposer avec le principe monarchique une solution originale aux problèmes de la société française.

Je ne dis pas que cette nuance conceptuelle ait été clairement perçue. Mais je pense qu'elle traduit l'image officielle du royalisme au temps du duc d'Orléans, quand — pour la première fois dans l'histoire — le royalisme ne va plus de soi et requiert de qui le professe un engagement conscient et militant. C'est le génie du duc d'Orléans d'avoir reconnu à

temps la mutation qui s'opérait. Il a ainsi sauvé l'idée royaliste.

L'EVIDENCE COMMUNE PERDUE

Que la mentalité « restauration » perdure, c'est évident : chez les ultras, notables qui ont fait échouer les restaurations « légales », idéothéologues du droit divin ou traditionalistes bardés de philosophies hétérogènes ; chez quelques attardés aussi d'un légitimisme devenu alibi idéologique depuis la « fusion » de 1873.

La mentalité « instauration » l'emporte grâce au jugement des Prétendants. Le développement d'une véritable droite républicaine autour du boulangisme a montré que le royalisme n'était pas lié à la Droite, et le Ralliement qu'il n'était pas lié corps et biens à l'Eglise catholique. Avec l'affaire Dreyfus, le royalisme se dégage de l'antisémitisme : quand la France semble divisée en deux parties inconciliables, le duc d'Orléans rappelle que la monarchie incarne la réconciliation nationale, préalable à toute solution équitable de la « question juive ».

Dans ce sillage, le directeur de l'officieux *Moniteur Universel* (2) écrit : « La monarchie a eu dans le passé, elle aura dans l'avenir un autre programme (que l'antisémitisme), qui s'appelle la réconciliation nationale. Quand la nécessité s'impose à elle d'empê-

cher que des minorités ne deviennent oppressives, l'esprit dans lequel elle s'acquitte de cette tâche n'est pas un esprit d'oppression inverse, un esprit de revanche : même alors, elle poursuit un but de pacification, se rappelant toujours que la paix qui n'est pas fondée sur le respect de tous les droits, de toutes les libertés légitimes et de toutes les consciences sincères ne sauraient être une vraie paix ».

J'appelle évidence commune du royalisme, la claire conscience que la monarchie n'étant d'aucun parti, utilise le bien où qu'il se trouve et appuie son projet politique sur l'idéal commun de la nation. C'est cette évidence qui sauve sans cesse le royalisme de toute « réduction » (droite, conservatisme, catholicisme, antisémitisme, capitalisme...).

Malheureusement, le parlementarisme creuse les antagonismes et, après 1900-1920, apparaîtront les esprits partisans qui confondent la vie publique avec une guerre d'embuscades. On sait d'expérience qu'il est difficile dans un régime de partis de se maintenir au-dessus des partis : l'être ailleurs a voisiné l'être nulle part. Pour le royalisme cependant, il existe un avantage essentiel : le Prince. Parce qu'il incarne la monarchie (malgré l'exil) pour son époque, le Prince reste la référence de tout royaliste ; il assure au royalisme dans son ensemble de ne jamais se satisfaire d'un camp, d'une position, d'un clan.

LE PROJET DU DUC D'ORLÉANS

Le duc d'Orléans se dégagea des conseillers de son père en s'appuyant sur une organisation nouvelle née : la *Jeunesse Royaliste*. Il y prend André Buffet pour en faire le chef de son Bureau Politique.

Le programme est net : instaurer la monarchie dans la France de 1900. Les moyens pour y parvenir sont calqués sur les réalités de ce temps : la fin du rêve parlementaire donne plus de poids à la rue ; on utilisera les parlementaires royalistes pour propager l'idée royaliste, mais on prendra le pouvoir en utilisant les masses patriotes. C'est l'idée de l'Appel au Roi démarquée de l'Appel au Soldat, c'est l'emploi de la démagogie nationaliste, voire antisémite, c'est la présentation de la monarchie comme solution aux grandes questions du temps : les libertés nécessaires, l'indépendance de l'Etat, la décentralisation, la question sociale...

Le Prince, au reste, est très populaire : Gamelle avait été emprisonné en 1890 pour s'être présenté au service militaire ; ses voyages étaient connus, et ses déplacements commentés dans les quotidiens royalistes à grand tirage. Sa jeunesse et son allure attirent la sympathie. Son portrait grandeur nature exposé à la fenêtre d'un royaliste au temps de l'élection de Loubet ne donnait-elle pas lieu à des manifestations de sympathie dont la République tremblait ?

LE REGAIN ROYALISTE

Comme un regain, la *Jeunesse Royaliste* incarna le mouvement royaliste. Pratiquant volontiers la « double appartenance », ses militants comptaient autant d'adultes que de jeunes gens ; les ouvriers et artisans côtoyaient les étudiants : on se souvient des bouchers de La Villette-Combat, ou des alliances électorales avec les radicaux-socialistes à Bordeaux.

Le mouvement royaliste reconnaissait parfaitement son originalité : on pouvait soutenir Déroulède, Lemaître ou Guérin, on savait néanmoins qu'ils demeuraient de stupides républicains.

On avait une ligne de conduite fondée sur la personne du Prince et des principes étayés par la raison. Il faudra écrire un jour l'histoire de ce mouvement qui préfigurait l'Action française des origines, qui reprenait les intuitions de certains légitimistes s'alliant aux socialistes en 1848, qui voulait des royalistes « moins conservateurs et plus révolutionnaires ». Il y avait parmi ces Lur-Saluces, Godefroy, Ramel, Michelin, Boyer de Bouillane, Buffet, Guixou-Pagès, etc... de fiefs bonshommes et des royalistes de haut vol.

C'est le duc d'Orléans, c'est la *Jeunesse Royaliste* qui convertiront Maurras à la Royauté tout autant que le Félibrige et la philosophie. Il ne faut pas l'oublier. Et quand l'*Enquête sur la Monarchie* paraît, Maurras thématise la pensée du royalisme enfin trouvé. Comme le dit le fameux texte du *Soleil* du 10 mars 1900, « la monarchie ne plaît ni ne déplaît en France, elle est ignorée ».

Par ce texte fondamental — dont j'ai souvent entretenu mes lecteurs —, Maurras pose contre tous les traditionalistes, idéothéologues et ultras de tout poil, la grande vérité du royalisme comme « instauration ». Nous y reviendrons.

Ph. VIMEUX.

(1) Le lecteur fera grand profit de cet article : NAF 164, 19 juin 1974.
(2) 19 février 1901.

NAF

Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1er)

Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

"à feu vif" de gérard guégan

notre chesterton ?

par pierre boutang

Ce rapide essai sur *l'à feu vif* de Gérard Guégan ne sera pas marqué ; pour qu'il le fût, il faudrait que vous teniez, à portée de la main, *l'auberge volante* de Chesterton, (qui parut vers 1936 en français), que vous en mêliez les chapitres avec ceux de Guégan, et vous reportiez au tableau synoptique — vous ne le trouverez pas ci-dessous — des concordances entre les deux livres. Non que les livres se ressemblent, et je parie que Guégan n'a pas lu l'autre que le sien ; mais ils se répondent et renforcent à travers le presque demi-siècle ; ils sont cousins par le genre (et ensemble avec *Pickwick-modifié Sterne* chez Guégan). Vous en sortez mieux respirant, avec un plus joli teint. Pas plus gais, certes. Gaillards, oui. Réjouissons-nous, ici surtout, (à la N.A.F.) d'avoir trouvé notre Chesterton, traditionnel — c'est-à-dire *sarcastique*, j'y reviendrai — dans son principe, et « moderne » en son institution.

LE GENRE : « ROMAN-SATIRE »

Qu'est-ce que la farce ? Farcir, c'est, d'origine, bourrer une volaille, remplir, donc, une intention ou une apparence avec des matières surprenantes et disparates. La satire grecque a même composition : mélange de gestes, paroles inégales, et musique. Ainsi d'*à feu vif* comme de *l'auberge volante*. Dans le tableau synoptique que je vous dérobe, les rubriques, en colonnes de gauche se suivent : genre (de littérature), héros, guignols, nourritures, boissons, épices, politique, femmes, saints, patrons, vertus, situations exemplaires, terme de l'histoire. Cet ordre résulte de plusieurs lectures des deux livres ; et, par exemple, pour le genre, la réponse de *l'auberge* est plus *farce* que *satire*, celle d'*à feu vif* plus *satire* et *sarcasme* : sarcasme veut dire que l'on déchire à belles dents ; donc ici le romancier se nourrit de cela même dont il bourre la volaille selon une très secrète et précise cuisine.

TROIS MODELES DE REPAS

Cela, toutefois, se complique, autant que l'esprit, la littérature avec lui, s'alimentent du négatif. Aussi faut-il distinguer trois modèles de repas dans la préparation de Gué-

gan ; le premier est indiqué en exergue : « *naguère lorsqu'un enfant, dans une famille pauvre, cassait un carreau, on le punissait en le privant de manger : au lieu de remplir son assiette de soupe ou de ragoût, la mère lui servait les morceaux de la vitre brisée*. A feu vif est l'histoire de ce repas. » Repas baroque, après les carreaux cassés, ceux de la société d'aujourd'hui, de la nation. Inutile d'insister sur le nationalisme foncier de cet « anar » jusqu'aux racines. Les morceaux de verre dont il nourrit son regard et le nôtre reflètent explicitement le lointain de nos *espérances perverses*. Ainsi de Chesterton et de la démocratie où il voit « les vérités chrétiennes devenues folles » ; différence : Guégan écrit : devenues *molles* (il écrit, du reste, p. 21 « *s'en prend aux têtes molles de la gauche* »). Comparez son abjecte pacification de l'Univers » (p. 50 dans l'étonnant dialogue avec un Norpois stalino-tolérant), avec le propos du géant irlandais de *l'auberge*, lorsqu'il vient d'arracher les trois oliviers : *j'ai vu aujourd'hui quelque chose de pire que la mort : c'est ce que vous appelez la paix*.

Le second modèle de repas s'indique dans la division du livre : trois parties du « poisson » (comme un de ses héros il « aime tout, pourvu que ce soit du poisson »), les *écailles*, pour s'en rincer l'œil pendant 139 pages presque toujours étincelantes, mais à la cent quarantième, une note de 70 lignes serrées nous arrache au spectacle, rassemble le sérieux de la satire. Avec a) « aucun réconfort si l'on ne m'offre (contre le pire ennemi, le communisme d'Etat) comme perspective que d'être gouverné par les techniciens de Coca-Cola et de l'United Fruit ; b) la tentation du cauchemar climatisé (...) est une donnée invariante du caractère humain. La seule chose à pouvoir l'en sauver n'est pas de l'ordre de l'immanence, mais de celui de la transcendance » ; c) « dans ma famille nous n'aimons guère les envahisseurs ».

Après les *écailles*, trente-sept pa-d'arêtes, ce qui du poisson, si tu l'avales, te reste en travers du gosier. L'arête mythique la plus dure, occasion d'un arrachement-éclair, est celle de la mort et du meurtre du poète Armand Robin, pages éblouissantes de vivacité et de *nouveauté*.

La tête enfin, la grosse et brévis-sime tête, une page unique non

ponctuée, une tête vide comme la nullité de l'époque, déclarant son essence (avec une perfection de la nullité construite que seul Joyce a atteinte, par exemple avec la parodie de publicité au chant de Nausicaa), et terminant sur les deux mots clés : *espérances perverses*.

N'y eurent-ils que les deux paradigmes : verres brisés et reliques du poisson, le romancier aurait été héroïque ; nous ne serions nourris que de sa rage au cœur. Mais il y a autrement que chez Chesterton, également, le repas réel, la vie (« l'air et le monde point cherchés, la vie ») avec leurs douceurs et leurs épices. Ça commence par l'image vraie sur la couverture, de l'enfant que fut Guégan. Attention, rien de naïf : « l'enfant que je regarde, tandis que j'agonise, me ressemble et ressemble à ma mort ».

Et merde à la déclaration de notre grande révolution, semble-t-il ? « Titre provisoire, les hommes naissent égaux en saloperie (...) Tenir compte que l'enfant ment, dénonce, torture, vole et tue. Rien ne s'obtient que par la contrainte. Plaider pour la différence généralisée ». Et c'est Marie, la compagne du héros, encore accrochée à quelques niaiseries de son « gauchisme » (qui valent celles des « droitiers ») qui le rejoint et le dépasse : « cette bourgeoisie qui se gausse quand elle voit la Chine en bleu de chauffe a effacé la différence des corps (...) La bourgeoisie ne vise qu'à liquider Dieu et... la pomme de terre et à... instaurer la perfection corporelle et les produits amaigrissants ».

L'enfance, donc, sans niaiserie ; la nature sans cucuterie obligée ; le plaisir, « saisie du moment privilégié par crainte qu'il ne se répète pas » ; les joies surtout : dès la page 16 un hymne à la pâte de coing, dans l'ouvrage précis de nos mères et de nos grands-mères ; plus loin une sorte d'égarement lyrique dans les cuisines, où la pièce d'habitation ainsi nommée, pas l'actuelle usine à bouffe. La liberté, enfin, celle dont pas besoin d'écrire le nom sur rien, (la même que le héros de *l'auberge* défend contre Lord Ivywood, maniaque du végétarisme et de l'anti-alcoolisme à l'usage exclusif des pauvres, et victime des modes d'orient comme notre monde l'est des freudo-marxismes) une liberté insolente et solaire ; elle fonde, seule, du côté de la transcendance, au-delà de toutes les politiques, l'entêtement contre la *synarchie*

comme signe de ce que l'homme libre vomit dans une société d'usure et d'illusoire conservation de prétendues élites.

Impossible de séparer ces nourritures plantureuses et truculentes, du langage de Guégan qui, selon l'heure, se prononce, se crie, se rote parodiquement quand l'ordinaire diction ou même le cri des poètes n'y peuvent aller. Un langage qui sait inventer juste assez de beaux néologismes : *applicatement*, à propos de la désormais célèbre recette de soupe aux crabes, pour dire l'application et l'exactitude littérale des opérants : « romensonge » pour une part de son propre ouvrage ; « feutriniser » qui est bien utile si l'on tient à l'usage du vilain outil usurpateur de la plume sergent-major ; *nasquée* pris au provençal pour une sorte de ruse et ivresse ? Et encore les *éducateurs*, ce qui frappe juste ; ou des sarcasmes proverbiaux et salubres : *Faye que vaille* (si l'on connaît du moins le cacographe structural qui a nom Faye...).

CE QUI NOUS SAUTE À LA FIGURE

A l'instant que Deleuzéguetari nous tarabustent avec leurs rhizomes (leur racine sans arbre après les arbres sans racines) il était naturel et nécessaire que survint une satire saturée, chargée de ce qui peut nous rassasier dans notre langage.

Sans doute quelques ingrédients, soumis à ce feu vif ne me chantent pas plus qu'ils ne me nourrissent. Sans être bégueule on peut vomir, comme fait son Pasolini lui-même, d'une page de trop sur Pasolini (le sarcasme est juste, mais peut-on mordre à belles dents sur la charogne ?). Quelques produits des mass-media, malgré le feu vif, y sont tellement enveloppés dans l'allusion presque savante, supposent tant d'heures et de jours passés ou perdus dans l'industrie du divertissement, qu'ils arrêtent ou gênent la déglutition heureuse.

Reste que cette œuvre forte et baroque, d'avant hier et d'après demain, accompli à sa manière le projet abandonné par le narrateur d'une « histoire des idées entre 1945 et 1975 ». Elle en donne le résultat, comme faisait Chesterton dans les années vingt.

Résultat, c'est, foncièrement, ce qui nous saute à la figure. Est-il une autre histoire ?

Pierre BOUTANG.

la n.a.f. en mouvement

feux de la saint-jean

Tous nos amis de l'Est de la France sont invités à nos « feux de la Saint-Jean » qui auront lieu les samedi 26 et dimanche 27 juin à Tourailles près de Gondrecourt (Meuse). Le rendez-vous est fixé dans l'après-midi du samedi à Tourailles. Apporter son matériel de couchage. La boisson et la nourriture seront fournies sur place. Il est possible de coucher à l'hôtel à proximité, à condition d'avoir réservé à l'avance.

communiqué la revue "savoir"

Nous avons, en son temps, annoncé la création de l'association « Vendée militaire - Louis XVII » (N.A.F. N° 222). Le premier numéro de la revue « Savoir » éditée par cette association, est paru. Son directeur M. Dominique Lambert de la Douasnerie explique que ce ne sera « ni une encyclopédie aride, ni une compilation du dictionnaire : Savoir se propose d'allier la petite et la grande Histoire. Notre but est de rassembler, sur un même sujet, toutes les thèses émises par les historiens, en faisant abstraction de tout conformisme, avec un esprit libéral et objectif ».

On peut se procurer le premier numéro (12 F) en écrivant à la revue, 4, square du Mont Cassin, 49000 Angers.

activités d'été

Camp de propagande de Ceyras (Hérault) du 24 juillet au 8 août. Ce camp de propagande royaliste se veut un camp ouvert, une base fixe où chacun est libre de se rendre quand il veut, avec qui il veut, et de participer à un certain nombre d'activités : depuis les activités classiques (sérigraphie, affichages, ventes, etc...) jusqu'à celles — moins habituelles — qui requièrent plus d'imagination : animation culturelle, « forum », fêtes, enquête sur la région, etc... A Ceyras l'imagination sera au pouvoir...

En bordure d'un affluent de l'Hérault, à proximité immédiate d'un important centre touristique, à quelques dizaines de kilomètres de villes importantes et des plages, le camp joindra l'utile à l'agréable dans une ambiance « nafiste » que vous ne serez pas prêts d'oublier...

Nous tenons à votre disposition une documentation plus complète avec, en particulier, tous les renseignements pratiques nécessaires.

Les « dimanches » bretons de propagande à Saint-Malo. Ils auront lieu les 11 et 18 juillet et les 15, 22 et 29 août. Tous nos amis présents en Bretagne à ces dates sont invités à y participer. Pour faciliter leur organisation et pour avoir toutes précisions prendre contact avec Jean-Paul Bourdeau, 13, rue de Châteaudun, 35000 Rennes (tél. : (99) 36.59.40).

A l'exemple de notre fédération bretonne, d'autres sections nous ont fait part de leur désir d'organiser des « dimanches » de propagande sur les plages de leur région. Nous les indiquerons à nos lecteurs, dès que des précisions nous seront parvenues. Aux responsables de se dépêcher pour que ces journées soient aussi des réussites.

La session des étudiants et lycéens en Bretagne du 2 au 12 septembre. Cette session principalement destinée aux lycéens et étudiants aura lieu dans notre maison de « la rue des Aubiers » près de Ploermel (Morbihan). Elle sera animée par les responsables du collectif « étudiants-lycéens » et par l'équipe de N.A.F.-U.

Forum, journée de propagande, études de dossiers pour N.A.F.-U., conférences, organisation pratique des activités étudiantes, veillées, etc... : le programme est riche et prometteur. Pour cette session, il est nécessaire de s'inscrire à l'avance. Nous demandons à tous les lycéens et étudiants de la N.A.F. ou sympathisants de s'efforcer d'y participer et de nous écrire pour recevoir les renseignements pratiques, le programme exact et le bulletin d'inscription.

adhérents

Tous les adhérents de la N.A.F. ont dû maintenant recevoir les cartes de 1976. Si vous n'avez pas reçu la vôtre, c'est que vous n'êtes sans doute pas en règle... En tout cas, signalez-le-nous pour que nous puissions régulariser cela. Rappel : les cotisations sont mensuelles, leur taux est fixé à 2 % des revenus avec un minimum de 5 francs, elles doivent être versées soit auprès des trésoriers de section, soit directement au C.C.P. A.F.U. 1918-59 Paris.

communiqué

"anthinéa"

Nombreux sont nos lecteurs qui connaissent déjà l'excellente revue d'études historiques « Anthinéa ». Chaque livraison de cette revue présente, dans un domaine déterminé, l'état des recherches historiques en s'efforçant de ne pas oublier l'apport des autres sciences sociales.

Déjà parus : « L'historiographie » (3 F), « La méthodologie historique » (3 F), « La démographie historique » (3 F), « La guerre » (5 F), « La presse et la politique » (7 F), « Ancien régime et société d'ordres » (6 F), Les attitudes devant la Mort » (8 F). Le prochain numéro qui va paraître incessamment, sera double et a pour thème « Société française et régionalismes » (19 F).

On peut se procurer tous ces numéros et s'abonner à la revue (35 F pour quatre numéros dont un double) en écrivant à Anthinéa - B.P. 229 - 75827 Paris Cédex 17 - C.C.P. Anthinéa 33 063 49 La Source.

Signalons enfin que les abonnés d'Anthinéa reçoivent gratuitement et en plus de la revue un copieux supplément trimestriel le « Bulletin d'études historiques » dont le premier numéro vient de paraître.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

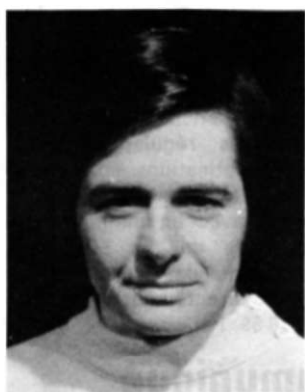
Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

les paris de giscard

Inquietant Giscard qui évoque, irrésistiblement, l'équilibriste sur son fil. Incertain dans sa démarche, malhabile dans l'utilisation du balancier, de pas en pas, il frôle la catastrophe d'un air dégagé. Comme si, Pierrot lunaire, il n'avait aucune conscience du danger. Et pourtant, voici deux ans qu'il se maintient, malgré les dégâts, parce qu'il a la chance de gagner quelques paris importants, mais engagés avec la désinvolture qui caractérise le Chef de l'Etat.

Ainsi, la semaine dernière, ce pari américain qu'il faudrait appeler coup de poker si le Président de la République avait le tempérament d'un joueur : bi-centenaire ou pas, il était pour le moins hasardeux d'aller rencontrer un Président des Etats-Unis politiquement affaibli, et à deux doigts de perdre la course des élections primaires. Et voici, en pleine réception officielle, l'annonce de la victoire de Ford dans le Michigan qui vient rehausser la crédibilité du Président américain et donner quelque consistance à la politique giscardienne.

IMAGE DE MARQUE

Du point de vue élyséen, ce voyage aux Etats-Unis est donc une réussite incontestable. D'abord parce que les « mauvais souvenirs » de l'époque de la « boursouflure » — de l'indépendance française si vous préférez — semblent définitivement effacés. Ensuite parce que, pour reprendre le mot atroce d'un journaliste extasié, Giscard sait s'y prendre pour « vendre » le produit-France sur le marché politique américain.

Charme, élégance, bonne humeur, qualité formelle des interventions, tous les ingrédients d'un bon travail de « public relations » ont été utilisés par un homme qui possède des qualités incontestables dans ce domaine. Mais alors, puisqu'il s'agit d'une opération de publicité politique destinée à rehausser l'image de marque de la société-France, comment apprécier à leur juste valeur les déclarations officielles du Président de la République ? Comment savoir si telle formule a été choisie par conviction profonde ou en raison de son impact sur le public américain ?

Comme dans d'autres domaines, les paroles présidentielles resteront entachées d'ambiguïté. Comment accuser de complaisance un Président de la République qui réaffirme l'indépendance de notre défense à l'égard de l'O.T.A.N. ? Comment accuser d'atlantisme un Président qui se montre si soucieux de l'indépendance de l'Europe ? Et comment accuser de « gaullisme » un homme qui multiplie les marques d'amitié à l'égard des Etats-Unis ? Par ses phrases soigneusement équilibrées, par ses déclarations bien ajustées, Valéry Giscard d'Estaing essaie de gagner sur tous les tableaux...

Il se dégage cependant de ses paroles une signification politique précise : sous les précautions de style et les déclarations sentimentales et publicitaires, c'est bien l'esprit du sommet de la Martinique et de la conférence de Rambouillet qui se développe. A Washington, Giscard a confirmé qu'il adhère de cœur, d'esprit et d'intérêt, au camp américain. Car les témoignages d'amitié qui étaient parfaitement naturels en de telles circonstances n'excusent pas les déclarations de Giscard sur la nécessité de l'engagement des Etats-Unis en Europe, pour la défense du « monde libre ».

UN MAUVAIS PARI

Non qu'il faille céder à un quelconque esprit d'abandon face aux diverses tentatives de l'autre impérialisme, tout aussi détestable. Mais il paraissait clair, chez les dirigeants français, que la présence américaine en Europe n'était pas nécessairement un gage de sécurité. Le parapluie atomique américain est un mythe depuis

que les Soviétiques peuvent détruire les Etats-Unis, et la « riposte graduée » transformerait l'Europe en un champ de bataille auprès de quoi le Vietnam ne serait rien. Quant à la conception américaine de la « protection » politique et de la « coopération » économique, elle s'est traduite par trop de corruption et d'exploitation pour qu'on puisse encore la souhaiter sous sa forme actuelle. Et c'est ce camp-là qui suscite la « confiance » et la « fidélité » de M. Giscard d'Estaing ? Ce n'est certes pas une consolation de rappeler qu'une pente naturelle l'y conduisait...

Est-ce par peur d'un éventuel retrait des Etats-Unis qu'il multiplie les gestes d'amitié ? Ou bien parce qu'il mise, en faible qu'il est, sur leur puissance retrouvée ? En soulignant, à la Nouvelle-Orléans, la « vitalité », la « créativité » et « l'apport irremplaçable » des Etats-Unis, Giscard semble bien faire le pari d'un regain de la puissance américaine. Un mauvais pari, en tout état de cause, car Giscard risque soit de nous perdre, soit de se perdre : il se perd si Washington cède à l'isolationnisme après les présidentielles, il nous perd si l'impérialisme américain reprend l'offensive après cette échéance.

CONSEQUENCES

L'avenir dira comment Giscard s'est trompé. Mais le présent, déjà, montre le caractère dangereux de l'américanophilie présidentielle.

Le premier signal d'alarme vient d'Oslo, où se tenait une session du Conseil de l'O.T.A.N. On y vit M. Sauvagnargues jouer les bons élèves de l'atlantisme, en soulignant benoîtement combien le projet de loi sur l'équipement militaire français coïncidait avec les choix stratégiques de l'O.T.A.N., qui privilégient le développement des forces conventionnelles. D'où les félicitations de l'Allemand Gensher et de Joseph Luns, vieux et fidèle serviteur des Etats-Unis.

Le second signe négatif est le faux pas de la diplomatie française dans la crise libanaise. La proposition du Président de la République était cependant bonne dans son principe, et parfaitement réaliste en raison de nos liens avec le Liban. Lancée des Etats-Unis, l'idée a paru suspecte, à tort ou à raison, d'avoir été inspirée par le Département d'Etat. Vraisemblablement mal préparée sur le plan diplomatique, la tentative française a soulevé une véritable levée de boucliers dans tout le Proche-Orient.

Doit-on encore une fois souligner la désinvolture, l'impréparation, l'incapacité de la politique giscardienne ? Et le terrible gâchis qui en résulte ?

Bertrand RENOUVIN.